

<http://lipietz.net/La-citoyennete-mere-fondatrice-de-l-Europe-du-XXIe-siecle>

Vert Contact

La citoyenneté, mère fondatrice de l'Europe du XXIe siècle

- Vie publique - Articles et débats -



Date de mise en ligne : samedi 2 décembre 2000

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Tous à Nice les 6 et 7 décembre 2000

Erika, Ievoli Sun, vache folle, OGM, changements climatiques, pauvreté-précarité, libéralisation des services publics, politiques d'immigration et d'asile, élargissement de l'Union...

Dans chacun de ces domaines, les alternatives que les Verts proposent pour le développement durable, le transport maritime, la sécurité alimentaire, la création d'activités et d'emploi de qualité, une citoyenneté renouvelée et ouverte, les services d'intérêt général, appellent plus d'Europe, mieux d'Europe.

Au-delà du slogan, "plus d'Europe, mieux d'Europe" suppose davantage de pouvoirs pour les élus européens, de débat public et de transparence dans la prise des décisions politiques. Plus de pouvoirs aux élus européens c'est, par exemple, plus de sujets soumis à la co-décision entre le Parlement européen et le Conseil des ministres. C'est aussi la réforme urgente des règles du jeu au sein de ce même Conseil, avec notamment la fin du droit de veto, règle qui permet par exemple au Luxembourg de bloquer la taxation des paradis fiscaux, à l'Espagne de s'opposer à l'écotaxe, au Royaume-Uni de pratiquer le dumping social, à la Grèce de préserver les poubelles flottantes, ou encore à la France de protéger une politique agricole favorable aux grands céréaliers...

Ces réformes sont au coeur des enjeux qui traversent la Conférence intergouvernementale (CIG) en cours, CIG qui doit aboutir, cette semaine à Nice, par la signature d'un nouveau Traité. Au vu des ambitions fort modestes de la présidence française de l'Union, auxquelles s'ajoutent la mauvaise volonté des quinze États membres, cette CIG sera inévitablement décevante. Pire encore, elle peut être dangereuse : elle propose, notamment, d'élargir le pouvoir de négociation de l'OMC sur les services, la culture et la propriété intellectuelle par des procédures qui permettraient au seul Conseil, à la majorité qualifiée, d'en valider les résultats. Le groupe des Verts au Parlement européen vient de prendre position contre cette proposition inique qui ferait, une nouvelle fois, la part belle aux seuls négociateurs mandatés par le Commissaire en charge du Commerce (un certain Pascal Lamy), comme si les décisions concernant la santé ou l'éducation des européens n'étaient pas des choix de société mais seulement des affaires commerciales.

Face à l'efficacité et à la puissance des intérêts particuliers ou financiers, les États européens semblent incapables d'esquisser une conception lisible, ambitieuse, renouvelée, de la gestion de l'intérêt général européen. Paralysés par le déficit d'ambition collective, tétanisés par les nécessités de la sauvegarde des petits intérêts nationaux, ils conduisent la CIG sur la voie royale de l'échec.

L'enjeu de Nice est de provoquer un véritable décollage de l'espace public européen, par une mobilisation sans précédent des forces vives qui écriront l'Europe de demain, de ceux qui, comme les Verts, militent pour une Constitution européenne. Répondant au sondage de l'eurobaromètre [1], sept citoyens européens sur dix se prononcent en faveur d'une Constitution, les taux d'approbation variant de 88 % aux Pays-Bas à 47 % au Royaume-Uni.

Plus que jamais, nous devons européeniser nos débats et nos luttes. À Nice, pour la première fois au coeur de l'Union, se rassembleront tous les syndicats, les associations et organisations non gouvernementales de défense de l'environnement, de lutte contre le chômage et la précarité, ou encore les fédéralistes.

Les forums et manifestations diverses qui s'y dérouleront mettront en scène des citoyens qui affirment l'exigence d'une Europe du développement durable, d'une Europe sociale, d'une Europe qui se construise comme une véritable

La citoyenneté, mère fondatrice de l'Europe du XXI^e siècle

communauté de citoyens. Les États et les institutions européennes ne pourront ignorer cette prise de parole.

Après Nice, il nous faudra faire fructifier cette confrontation des positions, des points de vue, la fédération de ces énergies pour obtenir l'amélioration de la Charte des droits fondamentaux et le lancement d'un processus constitutionnel européen.

L'Europe à besoin de nous. Avec tous les acteurs de la citoyenneté européenne, avec le groupe des Verts et des régionalistes au Parlement européen, nous vous donnons rendez-vous à Nice les 6 et 7 décembre prochains.

[1] Eurobaromètre numéro 53, réalisé d'avril à mai 2 000 auprès de 16 000 personnes. [\(retour au texte\)](#)